

Question d'actualité au gouvernement

Politique de la France en faveur de la Turquie – Kurdistan syrien

Jean-Paul Lecoq

Ma question s'adresse à Monsieur le Premier ministre.

Monsieur le Premier ministre,

Lors de la dernière séance de questions au gouvernement, deux questions ont été posées à propos de l'intervention de l'armée turque en Syrie, à Afrin, une région du nord-ouest qui aurait tué, au 27 janvier, 86 civils et en aurait blessés 198. C'est absolument inadmissible.

Rappelant les horribles exactions commises par l'armée turque sur ce territoire regroupant un très grand nombre de réfugié qui ont fui les combats et les monstruosité du Front Al Nosra et de Daesh, mes collègues ont souhaité connaître les actions diplomatiques que la France allait mener contre le régime turc et son opération de nettoyage ethnique contre les Kurdes sur le sol syrien, en violation complète du droit international. Ils n'y ont trouvé qu'une vague explication de la situation locale.

Les députés communistes ont été choqués par l'absence de réponse claire du ministre des Affaires étrangères Le Drian. Pas une once d'humanité dans la réponse du ministre. Pas un seul mot de soutien à l'égard de nos alliés kurdes qui se sont battus sur le terrain pour lutter contre Daesh. Pire, dans un entretien au Figaro la semaine dernière, M. Le Drian va jusqu'à expliquer que la Turquie est impliquée à Afrin, je cite : « pour sa propre sécurité ». C'est tout bonnement incroyable de lire de telles choses !

Oserais-je, Monsieur le Premier Ministre, vous demander de travailler au retrait du PKK de la liste de l'UE en matière de terrorisme ? Le terrorisme est une vision subjective. Daesh est une organisation terroriste, cela ne fait de doute pour aucun français. Mais le PKK ? Vous le savez bien, la classification terroriste du PKK donne au régime turc l'alibi parfait pour pilonner une population innocente et l'une des rares régions pacifiées de la Syrie.

Au-delà de cette épineuse question du PKK, pourquoi la France n'est-elle pas plus sévère avec le Président Erdogan ? La relation diplomatique franche que la France semble avoir avec la Turquie ne permet-elle pas de signifier plus clairement que le président Erdogan a franchi une ligne rouge ?

Monsieur le Premier Ministre pourriez-vous condamner fermement et officiellement ce qui se passe en ce moment dans la région d'Afrin en Syrie par l'armée turque, et pourriez-vous

nous dire quelles actions la France compte-t-elle mener en plus de ces condamnations sur le plan diplomatique ?